

Par la même occasion, il faisait peu de doute que les pays qui se retrouvaient principalement dans la position de *demandeur* à Doha étaient ceux du groupe industrialisé. La question était de savoir si ces derniers pourraient aller assez loin pour prévenir que les pays en développement ne quittent Doha sans avoir accepté de lancer une nouvelle ronde de négociations — ce que certains croyaient qu'ils étaient prêts à faire.

En l'occurrence, il n'y a pratiquement aucun paragraphe de la Déclaration de Doha qui ne fasse mention de l'accès aux marchés pour les pays en développement, des mesures spéciales et différentielles pour l'application des accords de l'OMC, ou de l'aide technique et du renforcement des capacités.

Souplesse sur la question des ADPIC

Le déblocage qui a permis de progresser vers la conclusion apparente d'un consensus est, de l'avis de la grande majorité, l'ouverture manifestée tôt durant le processus de Doha par les États-Unis — mais aussi par d'autres pays, dont notamment la Suisse et le Canada — sur la question de l'accès aux médicaments essentiels dans le contexte élargi de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

Cette question préoccupait au premier chef de nombreux pays en développement et d'importants segments de la population des pays développés. L'analyse économique n'offre qu'un appui conditionnel à la structure technique de l'Accord sur les ADPIC; en termes de politique commerciale, le mouvement précipité vers une harmonisation et des structures de réglementation « uniformisées » que suppose cet accord est jugé avec scepticisme par certains observateurs. En outre, la lutte en vue d'obtenir l'avantage moral sur cette question n'a pas été très forte, compte tenu : a) du manque d'attention avoué accordé par l'industrie pharmaceutique mondiale aux maladies tropicales, b) des stratégies largement médiatisées et en apparence efficaces adoptées par de nombreux pays membres de l'OMC au cours des dernières années en réaction à la prolifération du VIH-SIDA, et qui semblent contourner le